

Les NOTES de l'UEF-France



c/o Europe Direct
13 Rue de l'arbre sec – 69001 Lyon

www.europe-federale.asso.fr
www.uef.fr

2^e année - N° 10 – 25 novembre 2008

Henri Frenay, incarnation française du fédéralisme européen Témoignage pour l'histoire

A propos du livre de Robert BELOT, *Henri Frenay, de la Résistance à l'Europe*

Tiré à part de *L'Europe en formation*, Nice, N° 1, 2003

Fédéchoses – pour le fédéralisme, Lyon, N° 123 et 124, 1^{er} et 2^{es} trimestres 2004

Jean-Pierre GOUZY

Vice-Président de la *Maison de l'Europe de Paris*

Nous remercions *L'Europe en formation* (Nice) de nous avoir autorisé à republier cet article (N° 1 - 2003)

En publiant *Henri Frenay de la Résistance à l'Europe*¹, mémoire de 716 pages soutenu le 6 décembre 2002 devant un jury de l'Institut d'études politiques de Paris, en vue de son habilitation à diriger des recherches historiques, Robert Belot, maître de conférences des Universités, a comblé une lacune singulière et répondu à l'attente de ceux qui, dans la résistance à l'occupation hitlérienne et dans l'aventure fédéraliste de la fin ou des lendemains de la deuxième guerre mondiale, ont partagé l'itinéraire exceptionnel de l'une des figures françaises les plus attachantes du xx^e siècle.

J'ai eu précisément le privilège de collaborer quotidiennement avec Henri Frenay pendant près de neuf années, dans l'exercice de mes fonctions de secrétaire général de l'*Union française des fédéralistes* puis du *Mouvement fédéraliste européen*, dont il était le leader et le président. Me consacrant son maître ouvrage *La Nuit finira*², paru en 1973, il me délivra ce bref message : « À Jean-Pierre Gouzy, ami depuis vingt-cinq ans, ce livre où il verra comment dans la bataille clandestine sont nées mes convictions européennes. » Ce souvenir je l'ai gardé d'autant plus présent à l'esprit que, peu de temps avant sa disparition, Henri Frenay m'avait remis des archives personnelles d'une exceptionnelle richesse, illustrant son parcours européen et en même temps le deuxième engagement majeur de sa vie, le combat fédéraliste ou, plus exactement, le combat pour une Europe fédérale. Quand, effectivement, Robert Belot prit contact avec moi pour me faire part de sa ferme intention de présenter à la postérité la dimension européenne généralement méconnue – en dehors des cercles politiquement initiés des années 1940 et 1950 – du fondateur de la Résistance intérieure française, dans l'ouvrage universitaire qu'il se proposait de publier, je lui ai apporté mon entier concours. C'est pourquoi l'auteur de ce travail remarquable fait référence une soixantaine de fois au « fonds privé » que j'avais préservé et que j'ai mis à sa disposition.

Un parcours fulgurant

¹. Paris : Seuil, coll. « L'Univers historique », 2003, pp. 749.

². Paris : Robert Laffont, 1973.

Comme beaucoup de symboles des périodes mouvementées, Henri Frenay a connu un parcours fulgurant. « Homme d'autorité, beaucoup plus qu'homme de pouvoir, attaché aux principes qu'il professait sans jamais admettre que la fin justifiait les moyens », écrira à son propos, Raymond Rifflet en 1995. « Il n'est jamais apparu comme un politicien, sinon comme un homme politique. » Le président François Mitterrand, à l'occasion de la remise de la grande croix de la Légion d'honneur à notre héros, affirmait le 15 mars 1988 à l'Élysée : « De ce que Henri Frenay a jamais été un homme politique, personnellement j'en doute. C'était en tout cas, et c'est toujours, un responsable qui s'est engagé avec la même foi pour les causes qu'il a choisies, parce qu'elles correspondaient dans son esprit à l'avenir au-delà de la France, à l'avenir même de cette partie du monde où nous sommes et qui s'appelle l'Europe. » Là encore, les fédéralistes, ceux qui concevaient le monde qui se forme aujourd'hui, avaient le tort, bien entendu, d'avoir de l'avance sur leur temps, les événements les rattrapèrent. Mais enfin, la vie passe, et dans le cas d'Henri Frenay, elle a toujours servi à montrer le chemin sans jamais s'y installer.

L'homme que présente Robert Belot (R.B. dorénavant dans ce texte) était « très indépendant ». Il avait un proverbial franc-parler, l'amour-propre aisément à vif. On lui reprocha souvent son « manque de souplesse »... Effectivement, Frenay pouvait être redoutable. R.B. cite à ce propos sa réaction à la suite d'un incident de parcours qui l'avait opposé à son ami Enrique Gironella, ce catalan venu du marxisme pendant la guerre civile espagnole et qui exerçait dans les années 50 la fonction de secrétaire général de la *Gauche européenne* (p. 604) : « Ceci dit, mon cher Gironella, je renouvelle une fois de plus ce que je n'ai cessé de dire depuis bien longtemps (j'ai d'ailleurs l'impression qu'on ne m'a pas cru), je me fous éperdument des titres, des plumes au chapeau et des colifichets auxquels tant de gens attachent de l'importance. Une seule chose m'importe, c'est l'objectif à atteindre et la meilleure façon de l'atteindre. » À bon entendeur, salut ! aurait aimé ajouter Alexandre Marc...

Voyons maintenant à très grands traits quel fut le parcours de cet homme de caractère. Il a grandi dans la France bourgeoise et provinciale de son temps au sein d'une famille catholique pratiquante, éduqué sous le signe de « la tradition et de l'ordre ». Son père était militaire, il le sera donc aussi. Sortant de Saint-Cyr, il participera à l'occupation de la Rhénanie dans les années 20. Doté de qualités

exceptionnelles, selon ses propres supérieurs, il fera l'École de guerre et deviendra capitaine breveté d'état-major. Parlant couramment l'allemand, il suivra les enseignements du Centre d'études germaniques de Strasbourg juste avant le début de la deuxième déflagration mondiale. Le 21 juin 1940, trois jours donc après l'appel historique du Général de Gaulle dont il a ignoré la teneur, alors que la débâcle des forces françaises face à l'assaut des *Panzerdivisionen* était consommée, Frenay sera cité à l'ordre de son corps d'armée. D'abord, comme beaucoup, il sera sensible à ce que R.B. appelle « l'illusion tragique du pétainisme », mais il n'acceptera jamais l'occupation de son pays. C'est pourquoi il fondera le *Mouvement de Libération nationale (MLN)* pour « organiser l'invisible » et rédiger des journaux clandestins. Ainsi naquit *Combat* qui donnera le jour, à la Libération, à l'un des plus brillants quotidiens de Paris, après avoir donné ce nom à une sorte d'avant-garde de la Résistance, notamment en zone Sud.

Grâce à *Combat*, remarque R.B. (p. 251), Frenay a réussi à mettre en place une organisation impressionnante, « la première de la zone [alors encore] non occupée en nombre et en degré de structuration ». Dans la clandestinité, Frenay échappera évidemment plusieurs fois à la mort. Sa compagne, Berty Albrecht, aura moins de chance. Arrêtée par la Gestapo en mai 1943, elle se pendra en prison dans la crainte de parler sous la torture. Berty, femme de gauche, de douze ans l'aînée de Frenay, féministe, protestante, a exercé un ascendant considérable sur lui, à divers égards comparable à celui d'Ursula Hirschman sur Spinelli. Comme l'observe R.B., Berty amena notamment Henri à concevoir « que la guerre est autre chose qu'un exercice d'état-major concernant la seule caste militaire » (p. 50). En fait, il découvrira avec elle « une culture très différente de celle que lui a transmise sa famille et qu'il a trouvée dans l'armée » (p. 43).

Combat pour la liberté

L'auteur consacre plusieurs centaines de pages à décrire ce qu'il advint du chef de *Combat* au cours d'une période de résistance marquée par son opposition « cardinale » à Jean Moulin, mais aussi aux antagonismes entre les hommes de « l'intérieur » et ceux qui avaient rejoint le Général de Gaulle à Londres, souvent dès 1940, ou qui se rallieront à lui à Alger en 1943. Un chapitre est également consacré à l'émergence de Frenay dans la France libérée, comme fondateur du « seul parti » directement issu de la Résistance (*l'UDSR : l'Union démocratique et socialiste de la Résistance*, dont François Mitterrand deviendra, dans les années 1950, le « patron ») et surtout comme ministre des prisonniers, déportés et réfugiés (4 840 000 personnes concernées à l'automne 1944). Très vite, au surplus, il est devenu « l'homme à abattre » aux yeux d'un *Parti communiste* au sommet de sa force au début de la IV^e République, puisqu'il représentait alors plus du quart du corps électoral français.

R.B. éclaire et complète les propres témoignages d'Henri Frenay (notamment dans *La Nuit finira*, déjà cité, et dans *Les Volontaires de la nuit*³), ne laissant rien au hasard et restant toujours remarquablement précis, faisant revivre les fantômes d'une époque dramatique. Ceux de nos lecteurs qui souhaiteraient « plonger » dans cette histoire mémorable des années sombres peuvent aisément en prendre connaissance et comparer les témoignages. Nous nous limiterons ici, quant à nous (et c'est déjà considérable), à la « donne européenne » de l'épopée d'Henri Frenay, dont l'engagement fédéraliste date précisément de la période de guerre.

À ce propos, laissons la parole à Belot...

« C'est dans Londres en guerre, écrit-il (p. 304), qu'il [Frenay] prend soudainement conscience que d'autres imaginent l'avenir de leur pays, mais aussi rêvent d'une autre Europe, d'une Europe unie qui pourrait naître d'une paix juste et généreuse, à l'opposé de celle de 1919. C'est donc ici que Frenay commence à comprendre qu'il y a un au-delà à la France, à sa passion de la France. En porte témoignage le manifeste européen qu'il rédige sous la forme d'une longue lettre de seize pages adressée à Charles de Gaulle, le 8 novembre 1942. [...] Frenay se situe déjà dans l'après-guerre en prédisant le

dépérissement du modèle de l'État-nation et son dépassement à travers le cadre fédéraliste. »

Ce courrier insolite confirme, en fait, le manifeste de *Combat* daté de septembre 1942 (R.B., p. 468) : « La révolution que nous portons en nous est l'aube d'une civilisation nouvelle. C'est là qu'est le sens de la guerre civile mondiale. L'histoire nous enseigne l'élargissement constant des frontières. Les États-Unis d'Europe, étape vers l'unité mondiale, seront bientôt une réalité vivante pour laquelle nous combattrons. »

Mais revenons à la lettre de novembre 1942. Frenay rejette tout ce qui pourrait ressembler à un nouveau traité de Versailles, ses pompes et ses œuvres, culminant dans l'État-nation souverain et la mythologie de « la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

« L'erreur capitale, le péché mortel devant l'Histoire serait de vouloir restaurer ces États dans la plénitude d'une illusoire souveraineté », écrit Frenay (cité par R.B. p. 473).

« Le libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, étant donné la mosaïque de peuples qui constitue le continent européen, doit être considéré comme l'une des causes principales de la guerre actuelle. La souveraineté des États nés des traités de Versailles, Saint-Germain, Neuilly, Trianon, était un mythe qui pouvait donner satisfaction à des nationalistes bornés mais ne pouvait pas faire illusion à des hommes d'État clairvoyants. » Hélas, serions-nous tentés d'ajouter, mais où étaient-ils ? Selon R.B. (p. 374), « il ne s'agit pas pour Frenay de condamner la nation qu'il regarde comme une "denrée spirituelle permanente", mais de dénoncer la prétention de chaque nation, au nom du dogme souverainiste, à vouloir se transformer en État-nation ignorant ou menaçant son voisin. Il craint l'émiettement de l'Europe », et il lâche les mots-clés pour tourner le dos aux erreurs du passé : la « fédération européenne ».

Enfin, pour être pleinement exhaustif, R.B. mentionne encore (p. 480) « un article célèbre de *Combat* (Alger) du 12 décembre 1943 : "Résistance... espoir de l'Europe", dans lequel Frenay affirme tout de go que la Résistance européenne sera le ciment des Unions de demain ».

Cette aspiration rejoindra celle d'un autre personnage charismatique : Altiero Spinelli, auteur du *Manifeste de Ventotene*, en 1941, fondateur à Milan du *Movimento Federalista Europeo*, en août 1943, qui sera avec Ernesto Rossi l'inspirateur principal de la *Déclaration des résistances européennes* publiée à Genève en 1944. « Frenay, assure R.B., a été indirectement associé à ce premier événement spécifiquement fédéraliste. Trois personnages ont joué à cet égard un rôle-clé : Jean-Marie Soutou, le pasteur néerlandais Vissert Hooff, secrétaire œcuménique des Églises, et Alexandre Marc qui, avant de "trouver refuge en Suisse", avait participé à la fondation des *Cahiers du Témoignage chrétien* à Lyon où, en mars 1941, il rencontra Frenay, par le truchement d'Emmanuel Mounier » (R.B., p. 485).

Un socialiste atypique

Le modèle fédéraliste est par définition « atypique ». Or, le parcours d'Henri Frenay est aussi celui d'un « socialiste atypique ». Comme beaucoup de personnages de la Résistance, il voudra donner un contenu nouveau, voire « révolutionnaire » à l'ordre économique et social qui doit naître de la libération de la France et de l'Europe. Cette préoccupation centrale se retrouvera d'ailleurs dans le programme du *CNR (Conseil national de la Résistance)*. Elle est d'autant plus vive en France que le parti communiste, bridé dans un premier temps par le *modus vivendi* Hitler-Staline qui permit à ceux-ci de se partager les dépouilles de la Pologne, va prendre une place croissante dans l'action contre l'occupant à partir de 1941. Cette même année, en effet, Frenay charge Emmanuel Mounier à Lyon « d'organiser des groupes d'études destinés à doter le *Mouvement de libération nationale* d'une doctrine. [...] Sur le fond, le chef du *MLN* se retrouve dans cette recherche d'un humanisme de responsabilité dépassant l'individualisme capitaliste et le socialisme totalitaire » (R.B., p. 204).

L'éditorial de *Combat* daté de septembre 1942, sous le titre « *Combat et Révolution* », proclame : « Nous voulons faire la révolution parce que la révolution est toujours à faire, surtout après la dérisoire parade de Vichy [effectivement le régime du maréchal Pétain veut incarner la

³. Paris : Robert Laffont, 1975.

“Révolution nationale”]. La Révolution que nous portons en nous sera une Révolution de tous les Français, par tous les Français [...] La Révolution que nous portons en nous sera *socialiste* parce que le moment est venu, non plus en paroles mais en actes, d'arracher à une puissante oligarchie le contrôle et le bénéfice de l'économie, de remettre, selon le cas, à la Nation ou aux communautés de producteurs et de consommateurs des secteurs importants de l'économie... »

Comme on le voit, dès cette époque, et encore une fois dans l'immédiat après-guerre, l'idée de la transformation de la société, par la socialisation (ou la nationalisation, selon les écoles) est répandue. De même que celle de planification, préoccupation déjà de *l'Ordre nouveau* dans les années 1930 et qu'incarnera Jean Monnet en prenant la tête du Commissariat au Plan.

Par ailleurs, quand Henri Frenay créa avec Claude Bourdet, au cours de l'automne 1946, « l'éphémère » hebdomadaire *Octobre*, la guerre froide n'a pas encore commencé et on s'illusionne aisément en France sur la capacité de faire de l'Europe encore chancelante une « troisième force » entre l'URSS et les États-Unis. C'est dans cette ambiance que Frenay suscite *Socialisme et Liberté*⁴, groupement qui adhèrera à l'*Union française des fédéralistes* et dont le siège se trouvera 10 rue des Pyramides à Paris, où se situent également ceux de l'*UDSR* et du *MLN*.

En 1947, Frenay fait un pas de plus vers la « gauche », en participant à la conférence internationale convoquée à Paris et Montrouge par le *Comité d'étude et d'action pour les États-Unis socialistes d'Europe*, dont l'animateur en France, Marceau Pivert, est alors le secrétaire général du *Parti socialiste* du département de la Seine. La conférence réunit des personnalités qui veulent constituer une « avant-garde⁵ ». Les Britanniques y jouent un rôle important par le truchement de personnalités telles que Bob Edwards, président de l'*Independent Labour Party*, John Mac Nair, son secrétaire général, et de membres de la gauche du *Labour*, comme Richard Crossman, Fenner Brockway et Michael Foot. Enrique Gironella est présent, de même que les Français Léon Boutbien et Henri Barre, le Néerlandais Alfred Mozer, le Belge Raymond Rifflet, qui tous quatre rejoindront les fédéralistes européens déjà représentés par Claude-Marcel Hytte, directeur de la revue *La République moderne*, animateur des jeunes *Cercles socialistes et fédéralistes*, après avoir été l'un des meneurs de jeu du *Mouvement national révolutionnaire* dans la clandestinité, ainsi que par Alexandre Marc, en qualité d'observateur de l'*UEF*. C'est un curieux mélange, surtout si on mentionne encore la présence d'Emmanuel Mounier, directeur de la revue *Esprit*, et d'une brochette de représentants du *SPD* allemand.

La conférence demande « le transfert des souverainetés nationales à un organisme fédéral », pour mettre fin au chaos politique et économique de l'Europe. Elle marque son opposition résolue à « toute forme d'étatisme totalitaire ». Elle accepte l'offre faite par le général Marshall d'aide américaine à l'Europe mais, comme il se devait en la circonstance, avec des attendus de gauche. Le nom de Frenay figure dans le bureau élu à l'issue de ces journées parisiennes du *Mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe (MEUSE)* de juin 1947 et d'autres qui suivront en octobre 1947. R.B. retient (p. 501) que l'ancien résistant « fidèle à lui-même intervient pour évoquer la

réintégration de l'Allemagne ». Quant au *MEUSE*, prenant acte de la séparation de fait du continent européen par l'URSS de Staline, il se transformera par la suite en *Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe*, sous la présidence d'André Philip. L'erreur stratégique du *MEUSE* fut sans doute d'avoir refusé de participer, en tant que tel, au Congrès de l'Europe de La Haye, en mai 1948, organisé sous la houlette de Winston Churchill, figure de proue du conservatisme britannique de l'époque, certes, mais aussi de la lutte armée contre Hitler.

Dans ce grand rassemblement européen de l'après-guerre, les fédéralistes furent particulièrement actifs (je pense, en particulier, à Alexandre Marc, Denis de Rougemont, Henri Brugmans), de même que les représentants de la démocratie chrétienne renaissante comme Konrad Adenauer, maire de Cologne à l'époque, mais aussi ceux de la social-démocratie tels que, pour la France, Paul Ramadier, ancien président du conseil des ministres, et d'autres anciens ministres (Jean Minjoz, P.O. Lapie, etc.), rejoints par François Mitterrand, déjà lui-même ancien ministre. Par contre, Henri Frenay ne se trouvait pas à La Haye ni ses amis du *MEUSE*. Or le retentissement de ce congrès de l'Europe, fort de plus de 600 délégués autrichiens, belges, danois, irlandais, français, allemands, britanniques, islandais, italiens, luxembourgeois, néerlandais, norvégiens, suédois, suisses, grecs (« L'Europe libre » de l'époque), auxquels s'ajoutaient des observateurs aussi connus que l'écrivain espagnol Salvador de Madariaga, fut tel que Frenay, comme le relève R.B. (p. 505) a « vite compris la difficulté qu'il y a à faire exister un mouvement [comme le *MEUSE*], par trop relié à un parti politique ». Ou plus exactement, me permettra-t-il de préciser, au groupe d'avant-garde d'une formation politique comme la *SFIO* en France.

Par la suite, l'ancien chef de la Résistance préféra cheminer de concert, dans le combat européen, avec des notables de la social-démocratie, comme Paul-Henri Spaak (« l'inévitable » comme le qualifie R.B.). Par ailleurs, le « coup de Prague » de février 1948 aboutissant au suicide de Masaryk et au départ de Benes, et la mise au pas des pays d'Europe centrale et orientale sous l'impulsion de Staline, devaient contribuer à enterrer pour longtemps l'idée d'une « Europe troisième force », géographiquement et politiquement « unie », telle que l'imaginaient les instigateurs du *Mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe*. La perspective qui prévalut fut celle d'une « Europe partenaire » (qui ne pouvait être que « fédérale » pour des fédéralistes)...

Le combat pour l'Europe fédérale

Henri Frenay deviendra le président de l'*Union européenne des Fédéralistes* au cours de l'automne 1948, à l'issue du deuxième congrès de l'*UEF* qui s'est tenu à Rome, alors que le *Mouvement européen* issu du congrès de La Haye voyait le jour, de son côté, sous la direction du propre gendre de Churchill, le très conservateur britannique Duncan Sandys. Alexandre Marc m'a relaté dans quelles circonstances. C'est lui, en effet, avec l'appui de Bernard Voyenne, qui aurait décidé l'ancien chef de la Résistance à s'engager pleinement à la tête des fédéralistes européens, dans le train de Rome, au cours de la nuit du 6 au 7 novembre 1948.

L'objectif essentiel du congrès de Rome était d'empêcher la dilution de l'*UEF* au sein du *Mouvement européen*, voire sa disparition pure et simple. Or, relate R.B. (pp 541-542), « l'*UEF* a défini le cadre de ses relations avec le *Mouvement européen* et réaffirmé son identité fédéraliste. Elle s'est fixée un programme d'action tendu vers cette Assemblée constituante dont l'édifice fédéral doit procéder. C'est à Henri Frenay qu'il incombe de mettre en œuvre cette importante mission [...] Il a été choisi non pas en raison de ses capacités doctrinales (les fédéralistes sont bien pourvus dans ce domaine, et même peut-être plus qu'il ne le faudrait), mais en raison de son sens de l'organisation, de son charisme et de son autorité naturelle : il est en effet chargé de maintenir l'unité et l'autonomie de l'*UEF* ». Il devint l'homme de la situation. En particulier, « il fallait à ce poste un homme marqué à gauche, connu pour ses engagements socialistes, qui serait une sorte de paratonnerre contre des attaques de ceux qui seraient enclins à dénoncer la droïtisation du mouvement face à son orientation

⁴. Il n'est pas sans intérêt de signaler que *Socialisme et Liberté* (sous-titre : *Combat pour la libération humaine*) comprenait non seulement, dans son comité directeur d'origine, Henri Frenay et Claude Bourdet, mais l'ensemble de l'équipe dirigeante de la jeune revue d'avant-garde *La République moderne*, avec Claude-Marcel Hytte son animateur, Pierre Château, Robert Dessailly, sans oublier Madeleine Rousseau. Cependant, dès le congrès fondateur de l'Union européenne des fédéralistes (Montreux, 27-31 août 1947), cette équipe disposera d'une représentation indépendante de *Socialisme et Liberté*, sous le nom de *Cercles socialistes, fédéralistes et communautaires*.

⁵. Les indications ci-dessus ont été publiées dans le rapport du *MEUSE* consacré à la conférence de juin 1947.

à venir qui, malgré les discours officiels, ne pouvait pas ne pas rallier la cause atlantiste dans de proches délais ». De plus, « il fallait un Français à ce poste, dans la mesure où la France a seule, à cette époque, la capacité d'influer sur le destin de l'Europe [...] un homme dont le patriotisme était incontestable ».

Par ailleurs, Frenay « connaissait très bien le personnel dirigeant français », Jean Monnet et ses collaborateurs, les dirigeants du *Monde*, du *Figaro* et d'autres quotidiens. Il disposait de la « confiance » (p. 544) de personnalités américaines dont certaines étaient connues de lui depuis la Résistance. Il était, pour les fédéralistes de l'époque, un homme neuf et encore « impartial ». « Après une courte période où il s'est cherché, meurtri par les calomnies, profondément déçu par la tournure que le nouveau paysage politique français a pris, Frenay rencontre un nouveau combat, conforme à son statut, à son tempérament et à son idéal. » (R.B. p. 545).

Dans le chapitre suivant intitulé « À l'assaut du Conseil de l'Europe », R.B. retrace remarquablement les épisodes du combat épuisant mais vain que mena Henri Frenay non pas contre le Conseil de l'Europe naissant mais contre l'incapacité des gouvernements et du Mouvement européen lui-même à le faire évoluer, en tentant de mobiliser son assemblée consultative face à un Comité des ministres paralysé par la règle de l'unanimité. Règle qui condamne l'institution elle-même à des avancées d'une lenteur désespérante. Cette période est marquée par l'expérience du Conseil européen de Vigilance réuni à Strasbourg au cours de l'automne 1950, « pour que soit convoquée le plus rapidement possible une Assemblée constituante et, par ce moyen, conclu entre tous les Européens qui y consentiront un Pacte fédéral ouvert aux autres, créant un gouvernement et un Parlement européen » (R.B. p. 567). J'ai moi-même raconté, en son temps, comment cette initiative fut enterrée⁶. Ce récit se trouve actualisé aujourd'hui par l'analyse historique qui nous est proposée. Effectivement, dès 1950, « le centre de gravité de l'Europe n'est plus le Conseil de l'Europe, devenu une fiction, mais la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier » (R.B. p. 572), née de l'initiative de Robert Schuman et de Jean Monnet, bientôt relayée par le projet de Communauté européenne de Défense (CED). Ces deux initiatives mariaient, à mes yeux du moins, la méthode fonctionnaliste et l'aspiration fédéraliste avec les premiers développements sur la supranationalité. D'autre part, la CECA, avec sa haute autorité présidée par Monnet, a eu le mérite considérable de jeter les bases d'un premier « noyau dur » européen (la « petite Europe » des six pays fondateurs avec la présence de l'Allemagne fédérale et de la France). R.B. raconte avec minutie comment ensuite, à partir du projet de CED, les fédéralistes ont tenté de faire en sorte que soient jetées les bases d'une communauté politique supranationale et pourquoi l'échec de la CED entraîna l'enterrement pour longtemps de cette ambition. Seule rescapée à la fin de 1954 des premières convulsions des tentatives supranationales, la CECA a gardé une « importance exceptionnelle » aux yeux des fédéralistes. Elle a permis de préserver les chances d'avenir du processus encore embryonnaire d'intégration européenne et de permettre au modèle supranational, qu'on qualifiera plus modestement de « communautaire » avec les deux traités de Rome de 1957 (CEE et Euratom), de s'imposer dans la durée et de préserver les chances d'une Europe fédérale. Pendant toutes ces années, Henri Frenay joua un rôle de premier plan sur tous les fronts européens, mais il n'a pu empêcher ni la scission du mouvement fédéraliste en France en 1953, ni celle de l'UEF en 1955, ni entre-temps l'échec traumatisant du traité de CED devant l'Assemblée nationale française, le 30 août 1954, du fait de l'attitude « équivoque » du président du Conseil des ministres, Pierre Mendès-France (R.B. p. 657). Après le retour au pouvoir du Général de Gaulle en mai 1958, Henri Frenay – c'est vrai ! – approuvera les institutions de la V^e République naissante et se dégagera de ses responsabilités au sein du Mouvement fédéraliste dont il présidera cependant la branche française jusqu'en octobre 1959.

⁶. *Les Pionniers de l'Europe communautaire*, Centre de recherches européennes, Université de Lausanne, 1968.

De fait, après l'échec de la Communauté européenne de Défense qui signifiait celui des tentatives de parvenir à une fédération européenne dans les années qui suivirent la deuxième guerre mondiale, Frenay, au grand dam de Spinelli et parfois d'Alexandre Marc, a choisi « l'Europe du possible », jouant les conciliateurs en approuvant la création de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), puis soutenant, à juste titre, les initiatives de Jean Monnet. En ce qui concerne les projets d'Euratom et de « marché commun », il observait que leurs institutions étaient « assez faibles et par conséquent précaires. S'il faut néanmoins souhaiter leur succès et si possible y contribuer, c'est moins pour faire à l'Europe un pas décisif et irrésistible que pour lui ménager demain des chances nouvelles qu'un échec rendrait problématique. » (R.B., p. 680).

R.B. a des sentiments partagés quand (p. 688), approchant la phase conclusive de son ouvrage, il s'en prend durement, à propos du drame algérien, au déni de réalité qui semble caractériser le fédéralisme, son incapacité à sortir d'une vision théologique de l'Europe pour prendre en compte la complexité du réel. À ce moment où la France se trouve au bord de la guerre civile, les fédéralistes discourent sur les mérites du Congrès du peuple européen et de l'intérêt d'une relance de « l'assemblée constituante européenne ». Cependant, dans cette même page 688, l'auteur admet que « les événements internationaux de l'année 1956 ont semblé donner raison *a posteriori* aux analyses fédéralistes. La crise de Suez a montré la faiblesse politique de l'Europe face aux deux Grands, et donc la nécessité d'une Europe. Au même moment, la révolution hongroise et sa répression montrent dramatiquement le vrai visage de l'URSS et indique que celle-ci, malgré les « sourires » diplomatiques que l'UEF a maintes fois dénoncés, n'a nullement l'intention de libérer son glacis européen et poursuit une action d'influence en Afrique. »

Ce dont je puis formellement témoigner, en tout cas, c'est que Frenay, malgré le retrait du *Mouvement fédéraliste français* « *La Fédération* » de l'*Union des fédéralistes européens*, au début de 1953, à l'issue d'une crise qui aurait pu être fatale à l'ensemble du fédéralisme organisé dans l'hexagone, a présidé avec maestria au développement du *Mouvement fédéraliste européen* en France, sept années durant (1953-1959). À une association de groupes épars et politiquement disparates, il a substitué, avec des équipes successives où l'on pouvait retrouver des hommes comme Claude-Marcel Hytte⁷ puis André Delmas⁸, une force cohérente de plus de quatre mille militants (en 1956) qui a, par ailleurs, bénéficié de l'appui précieux de la formation européenne (et fédéraliste intégrale) dispensée par Alexandre Marc grâce au *CIFE*. Je me suis trouvé l'un des mieux placés pour m'en rendre compte étant précisément alors, en même temps, le plus proche collaborateur d'Alexandre Marc et d'Henri Frenay. Répartis dans une cinquantaine de départements français, les fédéralistes européens se comptaient par centaines dans des régions comme le Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, Provence, notamment dans les milieux populaires et même ouvriers. On ne saurait soutenir que c'est encore le cas, malheureusement.

Frenay et l'Allemagne

Contrairement à de Gaulle qui « dans les années de guerre, et même après, regarde l'Allemagne à travers les dogmes de l'historien maurassien Jacques Bainville, selon qui la sécurité de la France sera toujours conditionnée par l'organisation de la faiblesse de l'Allemagne » (R.B., p. 478) et qui ne commencera à évoluer à cet égard qu'après son retour au pouvoir en 1958, au contact d'Adenauer, Henri Frenay a toujours rejeté la thèse de la culpabilité unilatérale du peuple allemand dans les événements qui ont provoqué la deuxième guerre mondiale et dans ce qui s'est passé en Europe jusqu'à la capitulation du III^e Reich.

R.B. cite (p. 479) le rapport Kaltenbrunner du 27 mai 1943 dans lequel l'auteur fait une mention spéciale à Frenay et livre l'essentiel de la pensée de celui-ci : « Il serait maladroit de faire supporter par le peuple allemand, comme cela s'est produit en 1918 pour de longues

⁷. Alors directeur de la revue *France-Europe* et de *Ouvrier libre*.

⁸. Ancien secrétaire général du Syndicat national des Institutions.

années, l'ensemble des charges résultant de la défaite [...] Un morcellement de l'Allemagne est à écarter : l'unité ainsi maintenue doit trouver place dans l'Union européenne. » Et encore (p. 501), quand au cours de la conférence des « États-Unis socialistes d'Europe » à Montrouge, l'ancien chef de la Résistance aurait développé « la thèse selon laquelle la responsabilité d'un peuple, dans son ensemble, ne saurait être admise lorsqu'il s'agit d'une période pendant laquelle il a été dirigé par un gouvernement dictatorial » et aurait souligné la responsabilité des démocraties qui « avaient d'ailleurs les moyens de mettre un frein aux appétits d'Hitler depuis 1936 ».

R.B. a raison quand (p. 714) il discerne que l'engagement de Frenay est la conséquence d'une « recherche des causes profondes du mal européen, qui précède le nazisme puisque, à la suivre, elles résident dans la paix "nationaliste" de 1919 ». Tout naturellement, dès la Résistance, il a pensé que la paix de 1945 ne devait pas ressembler à la paix de 1919.

Ce qui paraît admis de tout le monde aujourd'hui et semble même devenu banal, ne l'était pas à l'époque. « Le respect de l'identité et de la liberté de l'Allemagne » représentait en fait une position très minoritaire dans les rangs des hommes du renouveau. Elle signale la distance qui sépare Frenay de la culture militaro-nationaliste si généralement répandue à l'époque.

Sur l'intégration de l'Allemagne à égalité avec les autres peuples d'Europe dans une communauté à vocation fédérale, Henri Frenay, nous l'avons vu, n'a jamais varié ; pas plus qu'il n'a admis la division de l'Allemagne ni les velléités annexionnistes de la France, après la guerre, à propos de la Sarre. Les archives de l'UEF et du MFE témoignent aussi de l'intérêt tout particulier qu'il porta à l'action européenne dans les associations d'anciens combattants allemands après la deuxième guerre mondiale, de même qu'à la défense du général Speidel, ancien conseiller militaire d'Adenauer, agressé par les communistes qui, « comme souvent s'avancent masqués et manipulent les personnalités de la Résistance ». Personnellement, c'est à Henri Frenay que je dois d'avoir fait la connaissance au congrès de Dijon du MFE des 18-20 octobre 1957, de M. York von Wartemburg, alors consul général en France mais surtout personnalité attachante et éminente de la Résistance allemande, ayant participé au complot contre Hitler le 20 juillet 1944 et survécu à celui-ci.

Frenay et le fédéralisme

Henri Frenay « devenu le héraut français du fédéralisme européen » dans les années d'après-guerre, était-il pour autant un « fédéraliste intégral » au sens où l'entendait Alexandre Marc ? Frenay, on l'a vu, n'était pas un « doctrinaire ». La devise de Faust aurait pu être la sienne : « Au commencement était le verbe ? Non ! Au commencement était l'Action ! » Cependant, on peut répondre par l'affirmative à notre interrogation. Sans doute, comme le note avec une pointe d'ironie R.B. (p. 515), il « goûte assez peu les plaisirs de la scolastique », il est « tout sauf dogmatique », et sur un plan économique, il « ne se prononce guère, mais sait qu'au concept d'étatisation il préfère celui de socialisation ». Par ailleurs, son « hostilité » à la culture de l'État-nation dégénère le rapproche de plus en plus d'Alexandre Marc. En fait, « Frenay serait favorable à la démarche (qui divise les "européanistes") de ceux qui, à l'instar de Claude Bourdet, de *La Fédération* ou de Marc, prônent une réforme des institutions françaises dans le sens d'un retour à la structure fédérative... ». D'ailleurs, avant sa rupture avec André Voisin, le patron véritable du *Mouvement fédéraliste français*, *La Fédération*, au cours de débats tumultueux sur la communauté politique supranationale en 1953, il avait adhéré à ce mouvement à l'instigation d'Alexandre Marc lui-même.

Nous avons vu, d'autre part, que Frenay connaissait Emmanuel Mounier, avec qui il était en relation à Lyon pendant la Résistance. Chrétien, il s'était alors familiarisé avec la pensée personaliste dont il partageait les grandes lignes. Ce qui ne signifiait pas, pour autant, qu'il épousait les antinomies, antithèses et antipathies de la revue *Esprit* dans la France de l'après-guerre. Tant s'en faut !

Frenay et le Parti communiste

L'opposition de Frenay au *Parti communiste* est perceptible dès la clandestinité et réciproquement... Pour *Combat*, observe R.B. (p. 319), les éléments négatifs de la réalité soviétique ne sont pas des « accidents » : ils sont inhérents à un système. C'est pourquoi l'organisation de résistance qu'incarne Frenay est persuadée que « l'indifférence à la valeur morale des actes a causé un tort immense au communisme » (R.B., p. 320) et ne veut pas entendre parler de « l'établissement d'un régime communiste en France, malgré les analogies certaines que eux et nous envisageons pour la société future » (p. 319). Il ne faut donc « jamais perdre de vue », notamment, « le rapport de force dans lequel s'inscrit l'échange avec les communistes » (p.320).

Dans le Paris de l'après-guerre, Frenay sera d'ailleurs très vite l'une des « têtes de Turc » préférées de *L'Humanité* et du *PC*, qui le poursuivent avec assiduité de leur vindicte à propos de telle ou telle démarche dans la Résistance ou de son rôle particulièrement vulnérable à la tête du ministère des prisonniers, déportés et réfugiés. Des actions en justice en ont témoigné. À l'époque, en France, le *PC* est devenu « majoritaire au sein de la Gauche ». En 1946, il obtiendra d'ailleurs que l'un des siens, Laurent Casanova, prenne en charge le ministère des anciens combattants et victimes de guerre. Il est, au surplus, parfaitement exact que le *PC* exerça à cette époque une sorte de « terrorisme intellectuel » en France, non sans relation avec l'agressivité de l'URSS sous la férule implacable de Staline. R.B. a beau jeu de rappeler « l'obsession anticommuniste » de Frenay, à propos de Jean Moulin dans lequel il voyait en 1950 une sorte de « cryptocommuniste », mais aussi lors de la période de Guerre froide qui marqua intensément le début des années 1950. « L'emphatisation » de ce danger, qui n'est d'ailleurs certes pas imaginaire, sera l'occasion idéale pour Frenay de dénoncer la division du continent européen (qui montre ainsi sa « vulnérabilité » et des signes non équivoques d'une prochaine décadence) et d'en appeler à son unification, seule parade aux menaces du moment, selon R.B. (p. 586).

Symboliquement d'ailleurs, l'ancien leader de *Combat* finira par en découdre électoralement avec l'un des « monstres sacrés » du stalinisme à la française, en profitant d'une échéance électorale de la fin des années 50, pour tenter sans succès de déloger Jacques Duclos, secrétaire du Parti, de son fief de la ville de Montrouil. Car Frenay est ainsi fait qu'il ne choisit jamais la voie de la facilité.

Au-delà de ce qui, à la limite, pouvait apparaître comme une querelle franco-française, Henri Frenay vomissait « la menace du monde concentrationnaire soviétique », comme il le qualifiait depuis, notamment, la révolte de Budapest de 1956 qui lui inspira un très bel article : « La liberté guide leurs pas. »

Le général de Gaulle

Militaire de carrière, « comme au bon vieux temps, l'ancien chef de la Résistance intérieure affronte l'ancien chef de la France libre », constate R.B. (p. 631). Ce nouveau face à face s'est produit en 1953 et 1954, à propos de la CED et de la supranationalité. Pourtant Frenay ne rompra jamais totalement avec l'ancien chef de la France libre. Depuis son « exfiltration » de France vers Londres en 1942, il éprouvait de l'admiration pour celui-ci. R.B., dans les pages 30 et suivantes, brosse une excellente relation de l'opération magistrale qui devait permettre à Frenay, après avoir quitté clandestinement le territoire français, de rencontrer le général en Angleterre et de lui « faire rapport » sur la situation de la Résistance en France, mais aussi de s'entretenir avec lui de l'avenir. Il est, en fait, « convaincu qu'une "rénovation politique" est nécessaire mais il fera tout pour ne pas aider à ressusciter les morts. C'est son premier geste politique » (R.B., p. 313).

Le 25 février 1953, de Gaulle, au cours d'une de ces conférences de presse qu'il affectionnait comme l'officiant d'une grand messe, décida de « porter l'estocade » au projet de traité de Communauté européenne de Défense synonyme, à ses yeux, « d'abdication

nationale » (R.B., p. 628). « Combiné avec l'actuelle politique américaine, [il] mène directement à l'hégémonie militaire et politique du Reich en Europe » (R.B., p. 629). Et « que serait-ce si le Reich refaisait un jour son unité avant l'expiration des cinquante ans que doit durer le traité ? ». Ainsi, souligne R.B. (p. 630), « devenant très polémique, le général de Gaulle retrouve les tons germanophobes et quasi maurassiens d'un certain discours nationaliste qu'on croyait disparu ». Fort heureusement, il les a répudiés après son retour au pouvoir en 1958, se conciliant très vite les bonnes grâces du chancelier du « Reich », Konrad Adenauer, avec lequel il signera le traité (de l'Élysée) d'amitié et de coopération franco-allemand le 22 janvier 1963.

Frenay, « visiblement blessé » par le fait que le général plaçait le débat, dix ans auparavant, sur le terrain patriotique et du « devoir national », affirmait n'avoir pas de « leçon à recevoir en cette matière » (R.B., p. 632). Il lui donna donc publiquement la réplique en mars 1953, dans une plaquette publiée sous l'égide des fédéralistes, intitulée très simplement « La Communauté européenne de défense (CED). Réponse au général de Gaulle ».

Dans le chapitre intitulé « Retour du gaullisme et fin d'une grande illusion », R.B. montre un Henri Frenay résigné, en définitive, au retour au pouvoir de de Gaulle le 1^{er} juillet 1958, à la suite de la « crise algérienne » de nature insurrectionnelle et des « carences des institutions françaises » (p. 691). De fait, Frenay éprouve « un profond mépris pour les institutions de la quatrième [République] car celles-ci ne permettent pas d'assurer la conduite d'une vraie politique, identifiée, durable et responsable ». En quoi il était bien difficile de lui donner tort, mais le président de l'Union européenne des Fédéralistes fait un pas de plus quand il décide d'approuver la nouvelle constitution, en laissant toutefois le soin aux fédéralistes français, ses compagnons de route, d'« apprécier selon leur conscience » (R.B., p. 698). Pour avoir vécu les débats homériques de l'époque, j'ajouterais qu'il lui aurait été difficile de faire autrement, tant pour un fédéraliste le fait de soutenir un homme qui avait été l'adversaire emblématique de la CED pouvait sembler « difficile à faire accepter et à faire comprendre » (R.B., p. 694). J'irai plus loin : la consécration populaire du régime qu'incarnait de Gaulle signifiait pour nombre de fédéralistes le retour aux illusions d'une politique de grandeur nationale peu compatible avec leur propre vision du rôle de la France centrée sur une perspective européenne forte.

En réalité, il n'en est pas moins subsisté un fossé infranchissable entre les conceptions de Frenay et celles du général sur l'intégration européenne ; entre le tabou de la « souveraineté nationale » incarné par l'État-nation, qui inspirait la démarche à la fois prophétique et pathétique de l'homme du 18 juin 1940, et l'affirmation constante de la « souveraineté populaire » pour construire une Europe fédérale qui animait son « compagnon de la libération ». D'ailleurs, comme l'a bien vu R.B. (p. 699), « Frenay finira par prendre position contre le général en 1965, au nom du refus » – comme il l'écrit dans une tribune que publie *Le Monde* (24 novembre 1965) – d'un « nationalisme hautain et désuet ».

Henri, Alexandre, Altiero et les autres

Au sein de l'équipe dirigeante de l'*Union européenne des Fédéralistes*, entre 1948 et 1958, les « leaders » avaient coutume de se tutoyer et de s'appeler par leur prénom (« Henri » Frenay, « Alexandre » Marc, « Altiero » Spinelli, « Raymond » Rifflet, « Gabriel » Badarau, « Léontin » Constantinesco) ou par un diminutif (« Uso » pour Usellini, le secrétaire général si attachant de ces dix années cruciales du combat fédéraliste).

Comme l'écrit joliment R.B. (pp. 516-518), Henri Frenay se situe à l'intersection des « intégraux » et des « constitutionnalistes ». « Son engagement résistant l'a rendu sensible aux thèses proudhoniennes [...] Il écrit fondamentalement que les peuples (on parlerait aujourd'hui de la "société civile") ont un pouvoir d'initiative historique supérieur aux partis ou à l'État. » Cependant, « Henri Frenay n'est pas pour autant hostile à la thèse constitutionnaliste. Une autre tendance en lui [...] le rend sensible aux arguments de ceux qui privilégient la mise en place

d'une constitution fédérale comme phase nécessaire à la reconstruction du jeu politique européen à travers un État fédéral. »

Il n'y avait là rien d'utopique. Au contraire ! Frenay savait que les fédéralistes disposaient d'un temps limité pour s'imposer dans le chaos et les effondrements de l'après-guerre. Les années 50 une fois passées, ils n'ignoraient pas qu'il leur faudrait beaucoup de temps pour changer fondamentalement la donne d'une Europe requinquée à partir des préceptes de l'État-nation. C'est ce qu'il est advenu... La trame des événements a seulement permis à la construction européenne de s'avancer à pas comptés, d'élargissements en élargissements, dans une sorte de fuite en avant permanente.

Aujourd'hui encore, l'Europe est appelée à franchir un seuil constitutionnel que ses six États fondateurs avaient voulu enjamber voici cinquante ans ! Quant à l'utopie créatrice d'une « société fédérale » (« à hauteur d'homme » dirait Alexandre Marc), elle reste encore à inventer alors que la vogue est plutôt favorable aux « altermondialistes » qui guerroient contre l'OMC et troublent la belle ordonnance des rendez-vous des « grands » de ce monde. Certes, comme tient à le souligner R.B. (p. 496), « Frenay n'a pas attendu l'auteur du manifeste génial de Ventotene (1941) pour épouser déjà, dans la clandestinité, la cause fédéraliste » mais le *Manifeste des fédéralistes européens* de Ventotene jouera, toutes proportions gardées, un rôle prémonitoire incomparable dans la nébuleuse fédéraliste de l'époque. Par ailleurs, s'il est exact que « la cause européenne est ici en parfaite consonance avec la cause nationale », cette observation de R.B. (p. 496) est, selon moi, plutôt exacte en ce qui concerne Frenay, mais elle l'est infiniment moins dans le cas de Spinelli qui ne « représente » à aucun degré « un pays vaincu ». Celui-ci s'est, en effet, toujours soucié de l'Italie comme d'une guigne et manifestait un mépris désabusé à l'égard des jeux du cirque politique romain, même si l'ascendant extraordinaire qu'il a exercé, bien qu'ancien communiste et athée, sur le très démocrate-chrétien Alcide de Gasperi, a permis, par le biais de l'article 38 du traité CED, d'entrevoir fugitivement la naissance d'une Communauté politique supranationale dès les premières années de 1950.

Les personnages de Spinelli et de Frenay, si dissemblables qu'ils puissent souvent paraître, avaient cependant des traits communs de meneurs d'hommes. Si on décalait chez Spinelli une rugosité coriace et un « esprit acide », il fallait être Frenay pour déclarer *urbi et orbi* : « Nous n'avons que faire à *Combat* d'esprits femelles prêts à se mettre à la remorque de la force communiste » (R.B., p. 320).

Par ailleurs, les rapports entre fédéralistes « intégraux » et « constitutionnalistes » m'ont toujours paru plus complexes que R.B. ne le donne parfois à penser, notamment p. 512. S'il est exact que « le fédéralisme intégral s'oppose au fédéralisme purement politique et juridique "hamiltonien" (référence à Alexander Hamilton, l'un des pères de la Constitution américaine) », Alexandre Marc n'a pas moins pleinement accepté le combat pour la Constituante et participé aux côtés d'Altiero Spinelli à l'action du « Congrès du peuple européen » (contrairement à Henri Frenay).

Si Marc a publié, dès 1948, *Du Communalisme au fédéralisme intégral*, s'il « convoque » Proudhon, c'est qu'il voyait dans le fédéralisme intégral ou global les fondements d'un changement de la société européenne en renvoyant dos à dos, souvent de façon magistrale, les vieilles lunes du capitalisme et du marxisme. L'expérience constitutionnelle américaine l'interpellerait en tout cas tout autant que Frenay et Spinelli, même si les raisons qui l'inspiraient avaient des sources différentes.

Frenay et « l'inspirateur »

Le grand « inspirateur » du « complot » pour la supranationalité fut – c'est bien connu – Jean Monnet. La méthode « fonctionnaliste » de Monnet était certes différente de l'approche « fédéraliste », mais au-delà des débats doctrinaires, l'expérience a démontré qu'elles avaient des aspects complémentaires. Il n'y a d'ailleurs jamais eu de polémique entre Frenay et Monnet, Spinelli et Monnet, Marc et Monnet. Le schéma originaire de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier a été d'une certaine manière inventé par des fédéralistes au congrès fondateur de l'*UEF* à Montreux, en 1947. On

pourrait même dire qu'il a, d'une certaine façon, inspiré « l'inspirateur » et la déclaration historique de Robert Schuman du 9 mai 1950. Je cite un passage significatif à cet égard de la motion de politique générale du congrès : « Nous préconisons l'application à l'Allemagne de mesures permettant l'utilisation de son potentiel industriel et de ses richesses naturelles au profit de la collectivité européenne dont les Allemands font partie. La Sarre, la Ruhr doivent être des amorces de coopération économique entreprise au profit de tous les Européens, progressivement étendue à l'ensemble des ressources et des moyens de production dont dispose l'Europe. Mais dans ces cas, comme dans tous les autres qui peuvent se présenter, les fédéralistes doivent déclarer que c'est la souveraineté des États qu'il faut réduire, une partie de cette souveraineté doit être confiée à une autorité fédérale assistée de tous organismes fonctionnels utiles... »

Je peux personnellement attester que les amis de Jean Monnet ont toujours soutenu les fédéralistes. Ils furent de véritables compagnons de route. Parmi les rares survivants de l'époque dont nous traitons, Jacques-René Rabier, qui dirigea de main de maître l'information communautaire à Bruxelles, des années durant, pourrait en témoigner. Mieux encore, Étienne Hirsch, l'un des amis les plus proches de Jean Monnet et ancien président d'Euratom (autre communauté « fonctionnelle ») n'a pas hésité à présider le *Mouvement fédéraliste européen* dans les années 60-70 et devait même jouer un rôle essentiel dans la reconstitution, en 1973, de l'unité des fédéralistes, qui avait volé en éclats après le double échec des projets de CED et de Communauté politique des années 50. Jamais Étienne Hirsch n'aurait accepté une telle fonction sans l'accord initial de Monnet.

Frenay avait évidemment connu et « pratiqué » Monnet à Alger, pendant la deuxième guerre mondiale. Même si l'approche de Monnet était « essentiellement économique » (R.B., p. 489), sa vision de l'Europe d'après-guerre n'était pas très différente de celle de Frenay, comme l'atteste aujourd'hui d'une manière irréfutable leur correspondance « conservée à Lausanne ».

« L'inspirateur » du modèle communautaire employait un langage modéré, mais il a commis un petit livre en forme de Manifeste qui, à mon sens, fait date dans la littérature européenne, *Les États-Unis d'Europe ont commencé*⁹. Dans sa préface, il évoquait : « la grande révolution européenne de notre époque, celle qui vise à substituer sur notre continent, aux rivalités nationales, l'union des peuples dans la liberté et dans la diversité, la révolution [...] a commencé par la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, premier bastion des États-Unis d'Europe. Nos institutions communes fédérales sont actuellement limitées, notre devoir est de les développer et de leur donner une force qui les mette à l'abri de notre penchant pour les compromis momentanés ».

Quel fédéraliste aurait hésité à souscrire à un tel propos ? L'action de Jean Monnet a donc été tout naturellement soutenue par les fédéralistes et, en particulier, par Henri Frenay. Et puis, « Monnet et Frenay, hormis leur européenisme né d'une même expérience de la guerre, sont très proches sur deux points principaux : d'une part, ils ont refusé de faire une carrière politique ou technocratique, préférant la liberté du statut d'homme d'influence ; d'autre part, ils ont été des hommes profondément désintéressés, et donc indépendants et respectés » (R.B., p. 702).

Tout est dit et c'est un bien bel hommage que Robert Belot, observateur impartial et minutieux, verse ainsi au dossier des pionniers les plus authentiques de l'Europe contemporaine. On pourrait encore ajouter une remarque : Frenay et Monnet ont tous deux su tirer avantage de l'exceptionnelle confiance que leur témoignaient les personnalités et institutions américaines avec lesquelles ils étaient en contact. Si les fédéralistes n'ont pas été les seuls à disposer de leur appui dans le combat pour l'Europe des années 50, comme le montre R.B., il est permis de dire que sans cet épaulement initial, ni le *Mouvement européen* ni l'*UEF* et tant d'autres initiatives (dont celle d'ailleurs qui a permis au *CIFE* de faire ses premiers pas), n'auraient pu s'imposer au-delà des premières velléités

de l'unité européenne. Les temps, dans cet ordre d'idées, paraissent avoir bien changé, mais nous n'avons pas oublié, quant à nous, pour autant, cette part essentielle de vérité qui appartient désormais à l'histoire.

L'UEF-France est une association fondée en 1947, dont les adhérents militent pour la construction européenne et pour l'émergence d'une Europe politique fédérale. Totalement indépendante des partis politiques, l'UEF-France appartient à l'Union des fédéralistes européens. L'UEF Europe est membre du Mouvement fédéraliste mondial (WFM) et du Mouvement Européen International. L'UEF-France a un contrat de partenariat avec les JEF-France section française de la JEF.

Contact presse UEF - FRANCE

Sandra FERNANDES

Sandrafernandes1@yahoo.fr

Tél : (33) 06 84 15 53 19

⁹. Robert Laffont éditeur, Paris, 1955.